



Réveil Communautaire d'Assistance aux Victimes



RAPPORT DE 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES GBV

I. Introduction

La prolifération et l'usage abusif des armes légers ont des impacts négatifs sur l'être humain et plus spécifiquement chez la femme. En impliquant l'aspect genre dans tous les domaines de la vie du Pays y compris celui du contrôle des armes, nous apportons une pierre angulaire à l'intégration de la femme/fille burundaise dans le strict respect de droits, d'équité et de la promotion genre pour le développement durable. C'est pour cette raison que RECOVI a organisé, grâce à un appui financier d'IANSA, un atelier, pour les 16 jours d'activismes en impliquant, la police, les femmes/illes leaders des ONGs ainsi que les autorités locale de Gatumba le 08 Décembre 2021. L'objectif était de renforcer l'implication genre dans le contrôle des armes. Cet atelier visé de mobilisation et de réflexion a permis aux participants d'exhiber leurs idées innovantes sur ce que il faut faire pour prévenir les VBGs relatives à la prolifération des armes légers ainsi que leur contrôle.



A gauche Mr Eric, le Représentant Adjoint de RECOVI, au Milieu Mr Baptiste, le Directeur Executif Recovi et adroite Mme Anitha envoyé de la CNAP.

Partenaires:



Adresse: **Rohero, Boulevard de l'indépendance, Gift Center, 3ème Etage,**

Tel: +257 69 748 899 / Email: recovi17@gmail.com / Siteweb: www.recovi.org



L'atelier a été débuté par un mot d'accueil adressé par le Représentant Adjoint de RECOVI (Mr Eric) qui, à son tour a invité les participants à suivre attentivement les activités tout en précisant le sujet du jour : "16 jour d'activisme contre les VBGs". Mr Eric a précisé bien que RECOVI a préféré pour cette année de travailler sur l'implication de l'aspect genre dans tous le domaine du control des armes étant donné que les femmes/filles sont plus vulnérables en cas de conflits armés et/ou violences armées.

Mr Eric, Evariste l'Officier de Police à Gatumba et la Consulatnt de CNAP

Mme Inès KANZIZA, Consultante issue de CNAP a alors pricisé le caledrier des activites du jours. Elle a déclaré: *"La place de femme Burundaise dans les institutions, la mise en place de la Commission nationale de désarmement et de prévention à l'usage abusif des armes légers, etc. ont permis au Gouvernement du Burundi de mener à bien ses activités relatives à la réduction des violences armées dans la sous-région, mais l'implication de l'aspect genre dans le control des armes reste aussi un défis à relever"*.

"Donc, il nous faut reunir des efforts en tant intervenant dans ce domaine pour non seulement influencer mais aussi mais aussi activer les femmes leaders à porte la voix très loin", a bien ajouté Mme Inès.



Les présentations effectuées par la Consultante a été l'objet d'une serie discussions sur l'implication genre dans le control d'usage abusif des armes légers. Les participants ont eu l'occasion de poser des questions. Parmi ces questions, retenons celle-ci jugée interessante:

- "Comment impliquer la femme rurales dans le control d'usage abusif des armes lègers faisant objet des nombreuses VBGs?"

Cette question a guidée les échanges en groupes sur l'impact négatif de la non intégration de la dimension genre dans la politique du pays en control des armes légers . Ceci a permis de reflechir sur ce qu'il faut faire pour palier ce défi. (ex: sensibilisation, renforcement des capacité...)

Les travaux en groupe ont abouti à un ensemble des idées très innovantes: (i) "Influencer les jeunes filles/ femmes leaders à s'impliquer et s'influencer dans les domaines de prévention de toute sorte de VBGs dans leurs milieux." (ii) Se réunir dans des groupes de réseautage pour les échanges d'expériences et d'expertise à ce sujet.



La fin de l'atelier a été marqué par une serie de temoignage sur l'intégration de la femme /fille dans la prise de décision politique et administrative. Il a été convenu de mettre aussi sur place une plateforme pour l'échange d'information sur le controle de l'usage abusif des armes légers avec bien sùre l'intégration de l'aspect genre. Un groupe whatsapp a été créé pour reste connecter avec les acteurs présents étant donné que la plupart d'entre eux menet des actions /initiatives spéciales dans l'autonomisation de la femme/fille, la prévention des crimes armés, de conflits et les GBV y relatives. La journée a été couronnée par un rafraichissement partagé.

Financial Report

Justification de la demande

Commande, Achat des matériels, payments des salles pour abriter les activités et perdiem

No	Description	Code de l'Activité (s)	Qté.	Unité	P.U en FBU	Prix Total en FBU	P.U en \$ (1997BI F/1\$)	Prix Total en \$
1	Location salle et microphones	IANSA-2021	1	Salle	214 731,25	731,25	214 107,53	107,53
3	Confection et impression de bannière	IANSA-2021	1	pièce	79 900	79 900	40,01	40,01
5	Impression d'affiche, flyers, de programmes, de documents	IANSA-2021	20	pièce	3 995	79 900	2,00	40,01
6	Badges et T_shirts	IANSA-2021	52	pièce	5 762	299 624	2,89	150,04
7	Rafraîchissements légers servis lors d'une activité	IANSA-2021	50	per-sonne	4 494	224 719	2,25	112,53
8	Flip chart et scotch +reportage	IANSA-2021	3	pièce	15 000	45 000	7,51	22,53
9	Consultante	IANSA-2021	1	per-sonne	50 000	50 000	25,04	25,04
10	Facilitateur (MC of the workshop)	IANSA-2021	1	per-sonne	24 500	24 500	12,27	12,27
11	Per diem pour 2 officiers du gouvernement	IANSA-2021	2	per-sonne	20 000	40 000	10,02	10,02
12	femmes et jeunes leaders des ONGs	IANSA-2021	48	per-sonne	5 000	240 000	2,50	120,18
						1 298 374,00		570,29

Commentaires:

Les listes de présence et les autres pièces justificatifs son en annexe au présent rapport.

Conclusion:

Il a été remarqué que les VBGs relatives à l'usage abusif d'armes légers est un phénomène existant au Burundi et qui doit être abordé avec plus d'expertise et de support. Pour ce, des formations des formateurs et des sensibilisations stratégiques incluant l'aspect genre pourrait amener les femmes leaders à influencer les autres du milieu rural. Ceci pourrait les aider à prendre position non seulement en la réduction des VBGs y relatives mais aussi dans le control des armes légers et d'autres crimes organisés.